



Bulletin des Négociations de la Terre

Un service d'information sur les négociations en matière de développement et d'environnement

Vol. 4 No. 103

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)

Jeudi 16 Janvier 1996

LES FAIT MARQUANTS DU CIND-10 MERCREDI 15 JANVIER 1997

Les délégués se sont réunis en Plénière tout au long de la journée pour entendre les déclarations concernant l'action urgente en Afrique et les mesures intérimaires en Asie, Amérique Latine et Nord Méditerranée. Les consultations officieuses se sont poursuivies sur les questions des arrangements administratifs pour le Secrétariat Permanent, du règlement intérieur et du Mécanisme Global.

PLENIERE

ACCREDITATION DES ONG: Le Président du CIND, Bo KJELLEN, introduisit les documents A/AC.241/9Add.13 et Corr.1, listes des ONG recommandées à l'accréditation. Suite à l'adoption de ces documents, OMAN, au nom des Etats Arabes, appuyé par la Syrie et l'Iran, exprima des réserves sur la décision concernant l'accréditation de l'organisation EcoPeace en raison de ses activités dans les territoires Arabe occupés.

ACTION URGENTE EN AFRIQUE: Le Secrétaire Exécutif, Arba DIALLO, attira l'attention des délégués sur l'aperçu général qu'il a élaboré sur les actions entreprises. Plusieurs délégations appelèrent les partenaires concernés à fournir la coordination et l'assistance financière nécessaires à leur Plans d'Action Nationaux (PAN).

L'EGYPTE affirma que les projets liés à la Convention sur la Lutte contre la Désertification (CCD), incluant une meilleure maîtrise de l'eau et des techniques d'irrigation, allait accroître les zones habitées du pays de cinq à vingt-cinq pour cent d'ici 2025. Le MAROC est en train de mettre en place un Plan d'Action National et d'établir des partenariats entre l'Etat et les associations villageoises.

L'ALGERIE a mené des recherches sur les tendances de la désertification avec utilisation de l'imagerie satellite, organisé un atelier de sensibilisation à l'échelle nationale, et établi des plans de développement du partenariat entre le secteur gouvernemental et les organisations non gouvernementales. La GAMBIE a mené des campagnes de sensibilisation publique, conduit des consultations aux échelons local et départemental, et procéda à la révision de sa politique forestière nationale au profit d'une gestion communautaire des forêts.

Le GHANA a établi une commission nationale chargée de la désertification, et organisé des ateliers de sensibilisation et des séminaires de conscientisation. Le TOGO a lancé un programme d'information et de sensibilisation. Le délégué ajouta que le PAN en est encore à la phase d'identification. Au NIGER, les Activités liées à la CCD ont englobé la tenue d'ateliers, la mise en place de structures régionales et l'établissement d'un fonds environnemental, ainsi que l'adoption d'un plan national pour

l'environnement.

La MAURITANIE a rassemblé quinze points focaux Africains dans un atelier consacré à l'échange des enseignements tirés de l'expérience des uns et des autres et s'active actuellement à affiner son PAN à travers des tables rondes organisées avec les bailleurs de fonds. Le SENEGAL a créé le Fonds National de l'Environnement, mis en place sur l'Internet un système d'information sur la désertification, et établi "un groupe de réflexion et de conseil" pour le suivi de la progression. Le DANEMARK et le BURKINA FASO présentèrent leur projet conjoint Burkinabé Sahel destiné à la promotion communautaire et au soutien de la sécurité alimentaire et de la réhabilitation forestière au niveau local. Le Danemark affirma que le projet accordait une grande priorité à la participation villageoise et utilisait une approche intégrée.

Le CILSS présenta ses activités consistant à: élaborer des PAN et un programme d'action sous régional; concevoir une méthode d'organisation pour les projets villageois transfrontaliers; et contribuer aux travaux sur les seuils et les indicateurs. Les activités de l'ETHIOPIE ont englobé un atelier national de sensibilisation et sur la révision de l'ensemble des politiques et stratégies par les Autorités chargées de la Protection Environnementale. Les activités nationales de l'ERITHREE ont compris la décentralisation et une plus grande démocratisation du système politique. Le gouvernement estime que la participation de tous est un facteur très important. Une campagne estudiantine a englobé la plantation de millions d'arbres.

L'OUGANDA présenta un rapport sur les activités de conscientisation, appela au soutien du Fonds National de Désertification (FND), et annonça que la ratification de la CCD était sur le point d'être achevée. Le KENYA évoqua les activités de sensibilisation menées durant la Journée de la Désertification, d'élaboration du PAN, et de l'établissement d'un FND. Le BURUNDI perçoit des rapports étroits entre la biodiversité, les changements climatiques et la désertification, et il a oeuvré à coordonner la mise en oeuvre de ces trois conventions en une seule stratégie nationale.

Les PAYS-BAS, au nom de l'UE, encouragea les pays Africains à préparer des PAN pour explorer les avantages du concept de "chef de file." Le CANADA nota l'exemple des FND de l'Ouganda et du Mali et déclara que c'est le rôle de chef de file devait s'appliquer à un pays bailleur de fonds, tant au plan technique que politique. L'ALLEMAGNE nota la volonté grandissante des bailleurs de fonds à devenir de vrais partenaires et regretta que les négociations bilatérales et multilatérales sur la coopération en matière de développement, souvent encore ne se réfèrent pas à la Convention.

Le BOTSWANA déclara que le processus du PAN culminera en un forum national consacré à la discussion des dispositions de la mise en oeuvre. L'AFRIQUE DU SUD est en train de développer les ressources humaines dans les domaines de la planification et du

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@apc.org> a été rédigé et édité par Elisabeth Corell <elico@tema.liu.se>, Wagaki Mwangi <wagakim@tt.sasa.unon.org> et Lynn Wagner <grund@usc.edu>. Directeur de la Publication, Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Version Française par Mongi Gadhoun <mongi.gadhoun@enb.intl.tn>. Le financement régulier du Bulletin est assuré par l'Institut International du Développement Durable <iisd@web.apc.org>. Un soutien financier général a été accordé pour l'exercice 1997 du *Bulletin*, par l'Overseas Development Administration (ODA) du Royaume-Uni et par le Bureau Fédéral Suisse de l'Environnement. La version Française est financée par l'ACCT/IEPF avec l'appui du Ministère Français de la Coopération. Les auteurs peuvent être contactés à leurs adresses électroniques et par tel au: +1-212-644-0204; ou fax: +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par courrier au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin des Négociations de la Terre* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des autres donateurs. Des extraits du *Bulletin des Négociations de la Terre* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises automatiquement à la distribution e-mail (en formats ASCII et PDF) et sont accessibles au gopher: opher.igc.apc.org et en hypertext, à travers le serveur *Linkages* du WWW au <http://www.iisd.ca/linkages/> sur Internet.

suivi de son PAN et s'est engagé à collaborer étroitement avec ses partenaires. La ZAMBIE dispose d'un programme de conscientisation publique et d'un Programme d'Action Forestier. Le délégué ajouta que les efforts étaient d'autant plus difficiles que les ressources faisaient défaut.

Les activités nationales du CAMEROUN ont inclus l'organisation de journées de sensibilisation publique et l'élaboration d'un plan environnemental national. Le délégué rendit hommage aux ONG du Cameroun, qui sont jeunes mais pleines d'énergie. L'OUA nota que les Participants aux réunions sous régionales appréciaient les échanges d'expérience. L'orateur ajouta que la Conférence Pan-Africaine sur l'Environnement permettra une bonne préparation à la CdP-1 et à la Session Extraordinaire de l'AGNU. L'IGAD a tenu un sommet pour la création d'un forum de partenariat, mené une étude multimédia, formé des journalistes, et programmé deux ateliers sous régionaux sur la science et technologie et sur les priorités régionales.

La NORVEGE a accordé des financements à l'UNSO, à l'OIT, et aux pays les moins avancés, en particulier en Afrique, pour les initiatives anti-désertification liées à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à la participation de la femme, des populations locales et des organisations communautaires. La FRANCE apporte un soutien à la coopération scientifique en Afrique de l'ouest et au PAN du Burkina Faso, du Sénégal, du Cap-Vert, de la Mauritanie et du Tchad, avec un cofinancement provenant du FEM Français. Le JAPON est en train de développer des techniques appropriés de contrôle de la désertification destinées aux communautés locales, telles que des barrages souterrains au Niger, Burkina Faso et Mali.

La SUISSE mit l'accent sur les difficultés d'application de l'approche progressive de la Convention et suggéra un rôle plus important pour les universités, les scientifiques et les ONG. La SUEDE déclara que les engagements pris au Sommet Alimentaire Mondial touchaient aux problèmes de la désertification et à la manière de les résoudre. Le délégué ajouta par ailleurs que le concept des réfugiés environnementaux est devenu plus crucial et que la Convention y a un rôle à jouer. Le représentant de la Commission Européenne déclara que la CE était en train d'entreprendre une évaluation qualitative et quantitative des diverses politiques de la Communauté liées à la CCD. La RUSSIE évoqua les discussions nationales sur la ratification de la CCD et les efforts des Centres des Zones Arides. La représentante affirma que la désertification évoluait également en Europe et appela à une Annexe pour les pays Européens.

REGION NORD MEDITERRANEE: Le PORTUGAL, au nom de l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la Turquie et la France, présente un exposé sur la coordination des activités relevant de l'Annexe IV menés dans la région. Une réunion est prévue en 1997 sur la questions des seuils et des indicateurs. L'ESPAGNE est en train de préparer son PAN et a réitéré son engagement dans le processus de la CCD.

REGION AMERIQUE LATINE ET CARAIBES: HAITI a adopté une approche globale pour le développement durable après sa ratification des conventions sur la biodiversité, les changements climatiques et la désertification. Une coopération est établie avec le Mexique, Cuba, l'Argentine et la République Dominicaine voisine. Le BRESIL souligna ses efforts dans l'élaboration du Plan National de Lutte contre la Désertification et dans l'établissement d'un Réseau National sur la Désertification; Le Brésil oeuvre à renforcer la coopération technique avec les pays touchés. L'ARGENTINE a organisé la première conférence sur la lutte contre la désertification en Amérique Latine. Les activités nationales ont englobé le rassemblement des ONG opérant dans le domaine de la désertification et la mise en place d'un comité scientifique et technique. Les efforts nationaux du MEXIQUE ont porté sur l'adoption d'une nouvelle loi environnementale, l'élaboration d'une nouvelle loi forestière, et la conclusion d'un accord d'assistance technique. Une Commission chargée du suivi de la Lutte contre la Désertification a été établie, coordonnée par les ONG. Les actions nationales de la BOLIVIE ont inclus: la ratification de la convention; le développement d'un PAN; des mesures visant l'allègement de la pauvreté; et l'organisation de campagnes de sensibilisation.

REGION ASIATIQUE: Le KAZAKSTAN attira l'attention sur les rapports des activités préparatoires nationales et sur la

conférence internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays en transition économique. ISRAEL fit état de ses activités aux échelles nationale, sous régionale, régionale et internationale, telles que: le développement de vergers irrigués par les eaux usées; l'organisation d'une réunion d'experts sur les synergies de la mise en oeuvre des CCD, CDB, CCCC et des Principes Forestiers de Rio; et la création d'une école internationale spécialisée dans le domaine de la désertification. La CHINE a procédé à l'évaluation de ses projets de lutte contre la désertification qui a permis d'accroître le financement des projets probants. La représentante affirma que le manque de ressources constituait la principale difficulté rencontrée. Les personnes privées ont désormais la possibilité de prétendre à des contrats de longue durée dans les régions sablonneuses. L'instrument de ratification de la SYRIE sera déposé dans un proche avenir. Les activités nationales ont englobé la mise en place d'une ceinture verte et d'un projet de reboisement.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET ONG: Le PNUD souligna l'importance de s'assurer de la coordination, du renforcement des potentialités humaines et de la participation locale. Avec l'assistance financière du Danemark, de la Norvège, du Luxembourg, de la France, de l'Australie, de la Suède, des Pays-Bas et de la Suisse, le PNUD est en train de faciliter des projets en Afrique, en Amérique Latine et en Asie, incluant: petites subventions aux communautés locales et initiatives d'éducation publique; une vingtaine de PAN; dix-huit FND dont une bonne partie en Afrique. Le PNUD soutient le processus de la CCD, particulièrement en Afrique, et continuera à faciliter les initiatives nationales et régionales, y compris celles de l'African Deserts and Arid Lands Committee. Une édition révisée de la Désertification Assessment sera présentée à la CdP. Le représentant de l'organisation Nigeria Environmental Study Team, parlant au nom du RIOD, appela les gouvernements des pays touchés à permettre aux ONG de participer au processus des PAN et les pays industrialisés partenaires à fournir les fonds nécessaires.

DANS LES COULISSES I

Les délégués ont poursuivi leurs consultations officielles sur les implications d'un Secrétariat Permanent dont le programme de travail et la structure administrative ne seraient pas entièrement intégrés dans ceux de l'institution hôte. Certains croient savoir que le texte en cours de préparation pourrait suggérer que ce soit le Secrétaire Général, lui-même, qui procédera après consultation avec le Bureau de la CdP, à la désignation du Secrétaire Exécutif. Ils pensent que la proposition stipulerait néanmoins que le Secrétariat Permanent ne sera pas entièrement intégré dans le programme de travail ou la structure administrative de quelque programme ou département particulier de l'organisme d'accueil, pour lui assurer l'autonomie administrative et financière nécessaire à lui permettre de servir efficacement la CCD.

DANS LES COULISSES II

A cette étape du CIND-10, les spéculations vont bon train sur le point de savoir s'il sera possible de résoudre les questions en suspens avant la clôture des travaux vendredi. Certains délégués ont confié qu'un document était en cours d'élaboration, où il est suggéré qu'un Bureau élargie se réunisse soit juste avant la CdP-1 à Rome en Septembre, soit un peu plus tôt. Quelques-uns ont laissé entendre que les réunions du Bureau pourraient être tenues en marge de la Commission du Développement Durable en Avril à New York, durant la Session Spéciale de l'Assemblée Générale en Juin à New York, et/ou durant l'ECOSOC à Genève cet été. D'autres argumentent que les questions en suspens nécessitent une réunion plus importante pour être traitées convenablement.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

GROUPES DE TRAVAIL: Les deux Groupes de Travail se réuniront à 10h pour l'adoption de leurs rapports et projets de décision respectifs.

REUNION DE L'ACCT: Une réunion regroupera les Pays ayant la langue Française en partage, de 13h30 à 15h au Bureau de l'ACCT au 801, 2nd Avenue, Suite 605.